

# LE JOURNAL

## DE L'ILE

VENDREDI 2 AOUT 1996

**Théâtre**

GENVRIN CONTESTE LA SUBVENTION ACCORDÉE PAR LA DRAC

### “C'est Vollard qu'on assassine...”

**Si l'on en croit Emmanuel Genvrin, le théâtre Vollard est au plus mal. Plus de lieu où jouer, pour cause de travaux bizarrement bloqués, compte bancaire en déficit sévère, convention triennale dénoncée, création jugulée, impossibilité de dialogue avec les financeurs de l'Etat... Mauvaise passe ou malveillance ? Les comédiens penchent pour la seconde hypothèse.**

«Ça fait des mois que les choses s'aggravent et si nous n'en avons pas parlé avant, c'est qu'on voulait en finir avec l'image d'acteurs emmerdants et protestataires qui nous colle à la peau depuis des années...» Calme mais non résigné, c'est Emmanuel Genvrin qui tient ce langage devant la presse une fois de plus sollicitée pour entendre les doléances du comédien sans doute le plus «communiquant» de la Réunion : «Seulement cette image est totalement fausse», poursuit le lea-

der de la troupe Vollard, «car avant chacun des conflits qui ont marqué nos dix-sept années de théâtre à la Réunion, nous avons toujours envoyé des courriers et cherché à négocier. Mais quand on se retrouve avec moins 199 000 francs sur le compte de la compagnie, on se dit qu'il est temps de réagir». D'où une longue évocation des problèmes qui se posent à celui qu'Emmanuel Genvrin considère à l'évidence comme le seul véritable théâtre professionnel de la Réunion. Un théâtre qui, certes, a fait ses preuves sur les planches et récolté des brassées de lauriers mais qui n'est toujours pas, selon lui, reconnu par la Direction régionale de la culture. Elle serait en effet pour Vollard le grand responsable de tous les maux qui l'assaillent. Le plus douloureux ? La décision ministérielle d'abaisser cette année la subvention établie dans le cadre de la convention triennale qui lie la

compagnie à l'Etat. De 600.000 francs, elle passe à 400.000 francs. Pour la DRAC, représentée en l'absence de son directeur et de son conseiller théâtral par l'adjointe de la direction, Marie de Sigoyer, cette baisse sensible traduit simplement un «déficit de création» de la part de Vollard qui s'était engagé en 95 à produire la pièce de Pierre-Louis Rivière «Emeutes», mais qui n'a pu la réaliser dans les temps: «Forcément, les travaux de Jeumon qui devaient être finis en décembre, sont toujours au point mort et, sans toit, impossible de travailler. Pourtant nous avons réussi à mener de front la majorité de nos objectifs : (reprise de Lepervenche, animations et formations pour les jeunes, tournée en métropole)... Il n'empêche qu'à la DRAC, on raisonne autrement :» Nous avons financé le projet d'Emeutes en 95. Il nous est représenté en 96 et il est clair que nous ne pouvons pas le fi-

nancer deux fois. Malgré tout, nous avons accepté de maintenir 400.000 francs de subvention et de négocier 200.000 francs en plus pour la création de l'œuvre consacrée à Baudelaire qui était proposée par la troupe cette année. Pour cela nous demandons à Vollard de fournir des pièces comptables. Ce qu'il n'a toujours pas fait. C'est bien la première fois que l'on court après une troupe pour lui donner de l'argent». Et pour cause, Emmanuel Genvrin ne tient pas à cautionner officiellement l'évaluation à la baisse de la convention.» D'autant que, précise-t-il, nous n'avons aucune nouvelle sur l'avancée des travaux, ce qui bloque notre programmation et tout respect des échéances. La DRAC, qui en est le financeur pour moitié, nous maintient dans l'ignorance la plus totale. En fait, elle voudrait notre mort qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.»

Marine